

Contre les énergies fossiles, la France doit mettre la priorité sur l'électricité

Énergie. Le gestionnaire du réseau de haute tension RTE sonne la mobilisation générale pour accélérer la transition vers l'électricité et réduire la dépendance coûteuse aux énergies fossiles, sans quoi le pays pourrait manquer ses objectifs de décarbonation.

La pertinence d'une électrification rapide du pays pour réduire ses dépendances aux fossiles importés, améliorer sa balance commerciale et permettre sa décarbonation rapide est attestée», écrit RTE dans son bilan prévisionnel 2025, destiné à éclairer les choix gouvernementaux en matière énergétique.

Le gardien de l'équilibre électrique français rappelle que les importations d'hydrocarbures (gaz, pétrole) constituent la première source du déficit commercial, une note salée de 50 à 70 milliards d'euros chaque année, et même près de 120 milliards lors de la crise énergétique.

La stratégie de décarbonation de la France vise à réduire d'ici 2035 la part des hydrocarbures dans sa consommation d'énergie de 60% aujourd'hui à 30-35% en augmentant l'usage de l'électricité bas carbone (nucléaire ou renouvelable) dans les transports, l'industrie, les bâtiments... Problème : le pays accuse aujourd'hui un « retard » dans

cette électrification alors qu'il dispose de « l'avantage quasi-unique en Europe d'une production d'électricité particulièrement abondante et déjà décarbonée à 95% », et avec des prix sur les marchés de gros parmi les plus bas du continent, souligne RTE.

L'impératif de remplacement des énergies fossiles par de l'électricité décarbonée « va bien au-delà » des objectifs climatiques de baisse des émissions, précise Thomas Veyrenc, de RTE. « C'est un enjeu de souveraineté de réduire des importations d'énergies fossiles de la Russie, du Moyen-Orient, ou même des États-Unis. »

Avancer sur deux jambes

Ce rapport « confirme la nécessité d'accélérer sur l'électrification des usages pour atteindre nos objectifs : transition écologique, des logements plus résilients, décarbonation de l'industrie et réindustrialisation, indépendance énergétique », a commenté Bercy. Du point de vue de RTE, nucléaire et renouvelables ne

se concurrencent pas. « Le système énergétique de demain devra marcher sur deux jambes, les renouvelables et le nucléaire. Il n'y aurait aucun intérêt à se priver de l'une maintenant, au risque de ne plus pouvoir avancer », souligne Xavier Piechaczyk, président du directoire de RTE.

Le rapport actualise la trajectoire de décarbonation de la France en tenant compte du retard pris dans l'électrification depuis 2023, de la dégradation du contexte macroéconomique et des conséquences durables des actions de sobriété instaurées durant la crise énergétique de 2022-2023. De ce fait, le gestionnaire ajuste à la baisse le besoin d'électricité de la France à l'horizon 2035, « d'environ 35 TWh » par rapport à ses précédentes projections de 2023.

La France tend ainsi à s'inscrire actuellement dans une trajectoire de décarbonation dite « lente » dans laquelle elle n'atteint pas ses objectifs climatiques et voit la part de l'industrie manufacturière dans son PIB baisser. Cela se traduit par une demande d'électricité en berne et un épisode de surcapacité avérée jusqu'en 2027-2028.

Pour en sortir, RTE prône une accélération de la consommation électrique dans les secteurs qui n'en consomment pas, correspondant à une trajectoire de décarbonation « rapide » alignée sur ses objectifs climatiques et de réindustrialisation – la solution la moins coûteuse et la plus efficace selon RTE. ●

La France risque de rater ses objectifs de décarbonation et de réindustrialisation en raison d'une transition des énergies fossiles vers l'énergie électrique encore trop lente.



Du point de vue de RTE, nucléaire et renouvelables ne se concurrencent pas. VDN